

Donald Trump est inculpé pour complot contre les Etats-Unis



L'IMPOLIGRAPHE

1^{er} Août: Kiseki qu'a la plus grosse (croix suisse)?

Eh, Tonton, tu y est allé, toi, à la fête du Premier Août de la Ville de Genève?

—Ben non...

—Et pourquoi que tu y'es pas allé, hein? T'es conseiller municipal, tu devais y aller...

—Ah ouais? Et pourquoi ça? C'est une obligation, un devoir, un rite? —C'est ce que tu veux que ça soit, mais tu devais y être...

—Ben j'y étais pas.

—T'avais autre chose de mieux à faire, sûrement...

—Ben non, pas vraiment...

—Ah, je sais... tu y es pas allé parce qu'y avait pas de bidoche...

—Ben si, y'avait de la bidoche, c'est pas parce que des blaireaux se sont répandus sur tous les réseaux pour dire qu'il n'y en avait pas qu'il n'y avait pas pas: y'en avait...

—Bon, si c'est pas ça, c'est autre chose... t'as pas aimé l'affiche annonçant le raout d'août...

—Ben si, je l'ai bien aimée, cette affiche... avec son petit personnage qui tient un tout petit drapeau suisse debout sur une tortue, à côté d'une déesse de la forêt, qui porte des Birkenstock et tient un lampion aux couleurs arc-en-ciel...

—Un scandale. Un complot. La fin des haricots...

—Tu l'as dit. Et donc, pour meubler un peu la pause estivale, à droite on a quasiment hurlé à la trahison de la patrie.

—Parce que le patriotisme, c'est une question de grandeur de drapeau?

—Faut croire... Chuis plus patriote que toi, j'ai un plus gros drapeau, et ma commune, elle est plus patriote que la tienne, parce que dans son affiche du 1^{er} août, la croix suisse elle est plus grosse que sur l'affiche de ta commune...

—Mais c'est nul...

—Ben ouais, c'est nul, c'est rien qu'un concours de çui qui a la plus grosse dans la cour de récré d'une école primaire, mais ça fait le buzz. Et ça embraie: un député PLR et lieutenant colonel de notre glorieuse ar-



PASCAL HOLENWEIG*

mée appelle à «dépolitiser» la fête nationale...

—Et on fait comment, quand rien n'est plus politique qu'une fête nationale?

—On fait précisément ce qu'on fait depuis 1891, quand la fête nationale a été instituée: on fait semblant.

—Semblant de quoi?

—Semblant de ne pas avoir pris une décision politique en instituant

une fête nationale, semblant de ne pas avoir fait comme tous les autres au même moment ou à peu près), semblant de célébrer un événement historique réel... Le texte supposé nous tomber du 1^{er} août 1291, on en a fait un Pacte fédéral. Un pacte fédéral? Tu parles: une convention de bon voisinage, tout au plus. Et qui d'ailleurs ne concerne que ceux qui la passent. A G'nêève, on n'en avait rien à secouer. Ni ailleurs en Romandie, d'ailleurs...

—Avec tout ça, tu m'as pas dit pourquoi t'étais pas allé à la fête du 1^{er} août...

—Parce que j'aime pas les fêtes nationales...

—On croirait entendre Jean Yanne dans le fameux sketch du passage du permis de conduire...

—C'est ça: «J'aime pas les fêtes nationales, je déteste les fêtes nationales, rien que d'entendre parler de fête nationale, ça me donne des boutons»...

—Ouais, ben là faut consulter...

—Mais je consulte, je consulte...

—Un psy à Genève?

—Non, des réfractaires à Saint-Imier...

—Du genre de ceux qui n'en ont rien à secouer de la grandeur du drapeau sur une affiche?

—Même d'un drapeau noir, c'est bien ça, c'est bien eux... Et toi, tu y est allé, à la fête du Premier Août?

—Ben ouais, le 1^{er} août, après tout, c'est surtout la Journée internationale de la frite belge, non?

—C'est ça: «J'aime pas les fêtes nationales, je déteste les fêtes nationales, rien que d'entendre parler de fête nationale, ça me donne des boutons»...

—Ouais, ben là faut consulter...

—Mais je consulte, je consulte...

—Un psy à Genève?

—Non, des réfractaires à Saint-Imier...

—Du genre de ceux qui n'en ont rien à secouer de la grandeur du drapeau sur une affiche?

—Même d'un drapeau noir, c'est bien ça, c'est bien eux... Et toi, tu y est allé, à la fête du Premier Août?

—Ben ouais, le 1^{er} août, après tout, c'est surtout la Journée internationale de la frite belge, non?

*Conseiller municipal carrément socialiste en Ville de Genève

AGORA

Niger, l'aide est plus que jamais nécessaire

Afrique ► L'ONG Swissaid appelle les Etats et les bailleurs de fonds à ne pas sanctionner la population nigérienne en grand besoin à la suite du coup d'Etat.

SWISSAID

Une nouvelle crise politique frappe le Niger depuis quelques jours. Cette situation, provoquée par le coup d'Etat militaire du 26 juillet 2023, a entraîné une série de sanctions contre le pays depuis le week-end passé, qui risquent d'impacter gravement les populations. Il faut rappeler que le Niger est l'un des pays le plus pauvres au monde. Sa position géographique au cœur du Sahel fait que depuis plusieurs années, il est en proie à une multitude de défis sécuritaires, et aussi à une insécurité alimentaire régulière, accentuée par les impacts inflationnistes liés à la guerre en Ukraine.

Malheureusement, depuis le coup d'Etat, beaucoup de bailleurs de fonds et partenaires au développement du Niger, ont annoncé le retrait de leur aide au développement alors que le pays dépend essentiellement de cette aide pour soutenir la résilience des populations face à ces défis sécuritaires et climatiques.

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), institution régionale, a décidé ce week-end de la fermeture des frontières de tous les autres Etats membres pour le Niger, alors même que le pays repose essentiellement sur les importations de plusieurs

produits de base pour lesquels dépendent les populations. De même, l'Union économique et monétaire (UEMOA), une autre institution sous régionale, a décidé à son tour de la suspension de toute transaction financière avec le Niger, y compris celles portant sur les produits pétroliers, l'électricité et les biens et services.

Sur le terrain, Rabilou Abdou, responsable du bureau de Swissaid au Niger, alerte: «Nous déplorons ces mesures qui ne feront que renforcer la vulnérabilité des populations sur le terrain. Des populations déjà fragilisées par des conditions climatiques extrêmes rendant l'accès à une alimentation de plus en plus difficile, même en temps normal.»

L'année dernière, plus de quatre millions de personnes étaient déjà en proie à l'insécurité alimentaire et cette année, avant la présente crise, les estimations dépassent les 3 millions de personnes. De surcroît, on a observé sur le terrain, une tendance inquiétante à la perte des récoltes à cause d'une sécheresse prolongée durant la deuxième quinzaine du mois de juillet.

Depuis l'annonce de ces sanctions, on constate déjà une flambée des prix. Par exemple, le prix du sac de riz est passé de 10 500 à 15 000 francs CFA, soit une augmentation de 43% précise le responsable du Bureau de Swissaid au Niger.

Les populations sur le terrain seront les principales victimes de ces mesures. «Il est crucial que la communauté internationale prenne en compte cette situation critique des populations

dans la prise de leur décision. Nous pensons que la Suisse, qui est un partenaire important et de longue date pour le Niger, ne devrait en aucun cas suivre l'exemple d'autres pays. Le cas échéant, les conséquences seront désastreuses pour la population, et nous avons peur d'une éventuelle détérioration des conditions de vie et du contexte sécuritaire, explique Rabilou Abdou.

Face à cette situation, Swissaid est plus que déterminée à soutenir les populations locales, au moment où certaines ONG envisagent le pire, à savoir interrompre leurs projets sous la pression de bailleurs de fonds.

Présente depuis 1974 au Niger, Swissaid a décidé d'une part de poursuivre ses activités de coopération sur place en faveur des familles paysannes, du renforcement du droit des femmes et de l'agroécologie. Et d'autre part de déployer un projet d'urgence pour contribuer à pallier la crise dans ses zones d'intervention.

Notre organisation met ainsi en place un projet d'urgence pour soutenir plus de 1000 familles réparties dans les régions de Dosso et Tillabéry avec des colis alimentaires pour ce mois d'août composés d'une diversité de denrées (mil, riz, huile, Sel etc...). Et Swissaid offrira aux familles des bons d'une valeur de 100 francs suisses pour se procurer des denrées de base. Ce dispositif permet d'assurer un minimum vital à ces populations et permet de maintenir autant que possible le fonctionnement économique des villages concernés. 1